



L'émergence d'un Front Touristique Transfrontalier dans les Andes Centrales (Triple Frontière : Argentine, Bolivie et Chili)

Sylvain Guyot¹

UMR 6042 CNRS GEOLAB, Université de Limoges, France

Sylvain.guyot@unilim.fr

Résumé

Cet article examine de manière théorique un processus géographique universel, celui de la reconquête territoriale d'espaces périphériques peu densément peuplés. Ce processus est analysé à l'aide du concept de 'front de conquête', qui est décliné selon ses différentes dimensions. Les spécificités touristiques du front sont au centre de cette étude et ont fait l'objet d'une recherche de terrain qualitative approfondie entre 2003 et 2009. De fait, l'émergence d'un front touristique transfrontalier dans les Andes Centrales est un processus qui se renforce depuis la décennie 1990. Il se superpose à deux autres dynamiques frontales distinctes : un front minier actif bien qu'ancien et un front écologique qui participe de son attractivité touristique. Cet espace andin tri-frontalier de hautes altitudes est marqué par un important contrôle militaire et une relative fermeture des trois États sur des frontières nationales historiquement disputées. La mise en tourisme a induit trois processus tantôt successifs ou concomitants sur ces territoires andins : une accentuation des processus de domination exogène exercés sur les territoires locaux, une prédation sociale et environnementale potentiellement préjudiciable à la demande touristique et une régulation multi-scalaire cherchant à contrôler ces effets négatifs. Ces processus ont permis de donner une meilleure visibilité aux demandes croissantes de reconnaissance foncière et culturelle de groupes indigènes andins locaux - Atacameños au Chili, Aymaras au Chili et en Bolivie, Quechuas en



¹ s. Creative Commons licence: Attribution-Noncommercial-No Derivative Works

Argentine et en Bolivie et Kollas en Argentine - auparavant interconnectés durant la période précoloniale.

Mots-clefs : dynamique frontale, front minier, front écologique, front touristique, prédation, domination, régulation, ethnicisation, Argentine, Bolivie, Chili.

Abstract - The emergence of a trans-border tourism frontier in the Central Andes (*Triple Frontera: Argentina, Bolivia, Chile*)

This article theoretically discusses a universal geographical process, the territorial reconquest of low-density peripheral spaces. This process is analysed through the concept of ‘conquest frontier’, understood as multidimensional. The tourism specificities of that frontier are at the core of this research and have been extensively surveyed in the field between 2003 and 2009. In fact, the emergence of a trans-border tourism frontier in the Central Andes has been an active process for the last twenty years. It superimposes itself onto two other distinct frontal dynamics: an older but still active mining frontier and an eco-frontier that participates in its tourist attractivity. This Andean trans-border area is marked by serious military control and a relatively closure of the three national States on historically disputed national borders. Tourism development induces three successive and concomitant processes on these Andean territories: an increase of outsider’s domination on local areas, a predation of the natural and social environment that is potentially detrimental to tourism demand, and a multi-scalar regulation trying to overcome these negative effects. These problems give a better visibility to local indigenous demands for land and cultural recognition – the Atacameños in Chile, the Aymaras in Chile and Bolivia, the Quechuas in Argentina and Bolivia, and the Kollas in Argentina were connected during the pre-Columbian era.

Key words: frontal process, mining frontier, eco-frontier, tourism frontier, predation, domination, regulation, ethnicisation, Argentina, Bolivia, Chile.

Introduction

Les dynamiques spatiales de type frontal sont, en géographie, la plupart du temps associées à deux notions jumelles déjà très étudiées et très documentées : la *frontière* (dans le sens de *frontier*) américaine et le front pionnier brésilien, l’une et l’autre étant, dans des contextes spatio-temporels différents, fortement reliées (Guyot 2011, Redclift, 2006²). Des adaptations du concept de *frontière* ont déjà été tentées dans les pays neufs (Australie, Afrique du Sud, Canada etc.) faisant le plus souvent référence à la conquête agricole ou à l’exploitation minière, désignant ainsi l’appropriation de la terre à des fins productives et matérielles (Héritier et al. 2009). Dans ces cas, la translation spatiale des fronts semble parfois inéluctable jusqu’à l’épuisement des ressources ou des terres de conquête. Les dynamiques spatiales de

² Nous prenons le parti de ne pas remobiliser systématiquement tout l’arsenal théorique sur les frontières et les fronts pionniers bien développé dans ces deux références.

type frontal ont été plus rarement utilisées pour décrire des processus d'appropriation ou de réappropriation non directement productifs, et pas forcément translatables *in situ*, tels que la protection de la nature, le tourisme ou les loisirs (voir : Apesteguy, Martinière, Théry 1979, Coy 1986, Guyot 2009, Guyot 2011, Guyot et Dellier 2009, Guyot et Richard 2009, Héritier et al. 2009, Honey 1999, Monbeig 1952, Prescott 1987, Sacareau 2000). Pourtant, depuis plusieurs décennies, un grand nombre d'espaces périphériques à faible densité de population font l'objet de processus de conquête ou de reconquête par des acteurs dont les objectifs ne sont pas liés à une extraction ou à une production réalisées à partir de ressources naturelles mais plutôt à une valorisation immatérielle de celles-ci. L'environnement devient ainsi un capital naturel, visuel, voire spirituel et peut servir de facteur de reterritorialisation (Guyot et Richard 2009, Redclift 2006). Même si l'objectif diffère, le front de conquête partage les mêmes logiques cycliques avec les fronts pionniers précédemment cités, comme la phase d'ouverture, de maturation, de fermeture ou de régénération, à ceci près que, souvent, il se superpose à d'autres fronts plus anciens. Par exemple, un front touristique est initié autant par des touristes pionniers que par des opérateurs professionnels, souvent exogènes à l'espace considéré, et qui rendent possible la jouissance d'une ressource paysagère, aux contours autant naturels que culturels, souvent perçue comme intemporelle. Cette représentation constitue d'ailleurs un malentendu de fond, alors que les touristes pénètrent dans des territoires en réalité instables, évolutifs et dont les populations indigènes ne contrôlent pas toujours le devenir. Ainsi, depuis les années 1990, un tourisme conquérant de vastes espaces naturels et ruraux prend son essor en Amérique Latine de manière synchrone avec d'autres territoires du monde en développement. Il concerne en tout premier lieu la cordillère des Andes et l'Amazonie. L'impact socio-environnemental de ce soudain accroissement de la fréquentation exogène dans des espaces fragiles soulève de nombreuses critiques (Ashworth, 1995) que nous allons étayer dans cette contribution. Se pose alors avec acuité la problématique de la polarisation de la fréquentation touristique vers certains villages et vallées qui se retrouvent alors brusquement propulsés dans les incertitudes de la globalisation contemporaine.

Cet article se propose d'analyser un front touristique émergent situé dans un espace transfrontalier tri-national des Andes Centrales (triple frontière Argentine Bolivie Chili). Notre terrain d'investigation est localisé à l'extrémité sud de l'Altiplano et de sa retombée orientale. C'est une région qui recouvre des espaces périphériques pour chacun des Etats concernés, tous très éloignés de leurs capitales respectives (Buenos Aires, La Paz et Santiago du Chili). De ce fait, dans leurs processus respectifs de construction territoriale et identitaire, ces pays ont eu tendance à mobiliser les régions périphériques et leurs frontières comme des barrières, tournant ainsi le dos à la chaîne andine dans les cas chilien et argentin (Benedetti et Argarañaz, 2003). De plus, les relations diplomatiques entre les trois Etats, de très conflictuelles durant la période de la dictature militaire au Chili

jusqu'à la fin des années 1980, restent encore sensibles aujourd'hui en raison de différends historiques parfois mal acceptés par la Bolivie³, comme la perte de la région littorale bolivienne d'Antofagasta lors de la guerre du Pacifique à la fin du XIXe siècle (Amilhat-Szary 2007) et d'enjeux énergétiques majeurs liés au transport et commerce transfrontalier du gaz naturel (Carrizo, Velut 2007). Pourtant, aux niveaux régional et local, les systèmes d'échanges précoloniaux centrés sur les Andes et l'Altiplano n'ont jamais été complètement interrompus et la frontière entre la Bolivie et l'Argentine connaît toujours un flux migratoire important (Domenac, Celton, et al. 2006). Ce front pionnier touristique se surimpose donc à des territorialités transfrontalières héritées dont l'ancrage culturel voire « identitaire » reste pertinent. Alors, de manière paradoxale, cette mise en tourisme peut être considérée à la fois comme un facteur de prédation fortement déstabilisateur pour les communautés locales, et comme un ferment de reconnexion culturelle, économique et politique entre des communautés et des régions dominées voir malmenées par leurs Etats centralisés⁴ respectifs.

Nous allons replacer le front touristique dans un essai de conceptualisation des fronts afin de réfléchir à sa dimension cyclique, ses relations avec les frontières et à la question autochtone, compliquée ici par le contexte tri-national. Puis, nous détaillerons les impacts territoriaux multi-scalaires de ce front touristique, marqués par la domination sociale et la prédation environnementale. Enfin nous tenterons de comprendre comment les populations locales utilisent l'ethnicité pour riposter et s'imposer dans les jeux d'acteurs, sans parvenir à totalement réguler un front touristique dont l'avenir reste pour le moins incertain.

1. Replacer le front touristique dans un essai de conceptualisation des fronts

Le front touristique centre-andin n'est pas unique en son genre. Il reflète parfaitement les dynamiques frontales contemporaines liées à un tourisme international consommateur de grands espaces. Il est donc à replacer dans une réflexion plus générale et conceptuelle sur les types de fronts et les grands cycles d'appropriation, dans le contexte de la phase actuelle de mondialisation. La pertinence du terrain choisi est double. D'une part, il superpose trois types de fronts (minier, écologique et touristique) qui interagissent les uns avec les autres. Et d'autre part, ces fronts agissent dans un contexte géopolitique de triple frontière. Fronts et frontières sont alors intimement reliés. Tel front peut fixer une frontière, une frontière peut contraindre un autre type de front ou, au contraire, se laisser dépasser. De plus, un front résultant le plus souvent d'une dynamique exogène sur un territoire, il est intéressant de prendre en compte la réalité indigène et son

³Lire à ce propos le discours officiel d'E. Morales prononcé lors de la « Journée de la Revendication Maritime », le 23/03/2011, à la Paz.

⁴ Seule la Bolivie échappe au qualificatif d'Etat strictement centralisé car c'est un pays résolument polycentré illustré par la volonté d'émancipation actuelle de la région de Santa Cruz. Même si l'Argentine est un pays fédéral, la centralisation autour de Buenos Aires est une réalité souvent contraignante pour les provinces.

incorporation dans la dynamique frontale. Enfin nous ferons un point sur le terrain et les méthodes employées.

1.1. Fronts, cycles d'appropriation et domination

Les fronts représentent un mode d'appropriation spatiale exogène visant en premier lieu à contrôler le territoire à différentes fins. L'image symbolique la plus forte que l'on s'en fait est probablement la ligne de front militaire. Les fronts sont caractérisés par une dynamique spatio-temporelle associant une phase chronologique distincte pour chaque forme d'appropriation territoriale (voir tableau 1). La phase de conquête marque l'avancée de la ligne de front. Elle correspond à une période relativement instable et à la découverte d'un espace assez flou dont l'appropriation n'est pas forcément aisée, nécessitant parfois le recours à la force ou à la loi. La phase de maturation correspond à une stabilisation de la ligne de front et à une territorialisation plus pérenne de la zone finalement conquise. Compte-tenu du caractère parfois peu durable de cette phase de maturation -qui est fonction du type d'activité pratiquée et de son mode de gestion - se pose la question du devenir du front, qui peut être alors pensée en fonction de plusieurs scénarii. *Stricto sensu*, on peut parler de cycle quand le front s'insère durablement dans une dynamique d'ouverture et de régénération. Dans le cas inverse, on assiste à une fermeture du front souvent préjudiciable aux territoires délimités et instituant une rupture de cycle.

Tableau n°1 : Evolution temporelle de différents types de fronts

Cycles/Fronts	<i>Front minier</i>		<i>Front écologique</i>		<i>Front touristique</i>	
<i>Phase de conquête</i>	Exploration		Mobilisation		Découverte	
<i>Phase de maturation</i>	Extraction		Protection / patrimonialisation		Consommation	
<i>Impact local</i>	Domination/prédation		Domination/fragmentation		Domination/prédation	
<i>Scenarii futurs</i> 1- Composante locale 2- Composante politique 3- Composante environnementale	<i>Fermeture</i>	<i>Réhabilitation</i>	<i>Sanctuarisation</i>	<i>Cogestion</i>	<i>Fermeture</i>	<i>Durabilité</i>
	Crise	réappropriation	spoliation	intégration	déstabilisation	intégration
	démission	aménagement	privatisation	gestion	échec	gestion
	prédation	renaturalisation	préservation	régulation	prédation	régulation
<i>Cyclicité possible et pérennisation du front</i>	non	oui	non	oui	non	oui

Source : auteur

Le tableau 1 tente de qualifier les processus associés à trois dynamiques de fronts relativement peu abordés tels quels par la littérature : le front minier (Kessler et Tine 2004, Le Meur 2009), le front écologique (Guyot 2009, Guyot 2011, Guyot et Dellier 2009, Guyot et Richard 2009, Héritier et al. 2009) et le front touristique (Honey 1999, Sacareau 2000). Chacun de ces fronts procède d'une phase de conquête différenciée pour aboutir à une phase de maturation aux conséquences

distinctes (extraction, protection et consommation). Un essai de prospective est ensuite réalisé pour tenter de comprendre l'évolution possible des processus en jeu en fonction d'une dynamique de fermeture ou de régénération dans l'évolution du front. Chacun de ces processus est précisé en fonction des composantes locale, politique et environnementale de chaque territoire.

Le front touristique se situe dans une position charnière entre le front minier et le front écologique, ce qui en fait un excellent laboratoire d'étude. En cas de fermeture, le front touristique présente les mêmes caractéristiques que le front minier, telles que la déstabilisation ou la crise du territoire local, l'échec ou la démission des acteurs politiques et la prédation de l'environnement. En cas de régénération (durabilité du front) il possède les mêmes caractéristiques que le front écologique, telles que l'intégration multi-scalaire du territoire local, une gestion contrôlée de la part des pouvoirs politiques, administratifs et/ou de la société civile conduisant à un processus régulation de l'environnement.

Chaque type de front est ouvert par un groupe d'acteurs principaux – souvent extérieurs à l'espace considéré – mais en liaison forte avec des acteurs relais généralement enracinés dans un territoire local servant alors de tête de pont. La dynamique frontale est associée à une (re)connexion avec la phase actuelle de mondialisation, qui donne de l'importance à la dimension multi-scalaire des jeux d'acteurs. Dans un tel processus, tous les acteurs ont plusieurs niveaux scalaires de projection (local/mondial, ou national/mondial) mais apparaissent inégaux par rapport aux bénéficiaires (économiques, sociaux, culturels, politiques) que peuvent leur apporter la mondialisation (Dimitrova 2005). Ainsi, en phase de maturation, ces fronts se caractérisent par des formes de domination des ressources et des populations locales⁵, avec des acteurs dominants (groupes miniers multinationaux, ONG de conservation, leaders politiques, tours opérateurs touristiques, touristes fortunés etc.). Ceci induit des fragmentations socio-spatiales sur plusieurs groupes d'acteurs et certains espaces locaux : bas de l'échelle sociale dont certains autochtones, terres agricoles et d'élevage etc. De plus cette domination a pour conséquence une détérioration de la ressource environnementale – prédation des ressources en eau par les entreprises minières, dégradation de sites par les touristes, urbanisation d'espaces vulnérables etc. – ou, au contraire, son hyper sanctuarisation empêchant toute autre activité.

Cette domination se fonderait, à l'échelle mondiale, sur un ensemble de constructions mentales qui sont en grande partie héritées de l'histoire coloniale. Toutefois les processus de domination ne se réduisent pas à cette histoire coloniale et à la recomposition des rapports postérieurs qui fondent une partie des paradigmes postcoloniaux et dont Jacobs (1996) a montré les limites. Une domination peut s'opérer avec des formes de violences ou de contraintes à différentes échelles ou entre différents groupes parties-prenantes (Héritier et al.,

⁵ Sur les rapports en tourisme et domination voir Cheong et Miller 2000, Mormont 1980, Wrangham 1999.

2010). De surcroît, la notion de domination présente l'avantage de laisser la porte ouverte à des recompositions entre les forces. Elle permet ainsi de considérer la plasticité des relations de domination, d'envisager leur évolution, leur retournement et leur utilisation par les différents acteurs : de ce fait, les situations de tension, de conflit ou de négociation ne se traduisent pas forcément par la victoire de celui qui occupe une position dominante au début de la discussion. Dans cette perspective, les rapports de forces apparents initialement ne déterminent pas forcément la configuration du résultat; l'idée étant de partir du postulat qu'un nombre à la fois varié et élevé d'acteurs peuvent tirer profit de la situation pourtant conflictuelle (Héritier et al. 2009). En effet, de tels espaces convoités sont souvent le jeu de rivalités et de conflits entre plusieurs dynamiques frontales, qui peuvent alors s'autoréguler (Collinson 1996). Ainsi il n'est pas rare qu'un front minier, agricole ou sylvicole soit combattu par des écologistes qui essayent d'initier, au même endroit, un front écologique. De même, un front touristique est souvent lié à un front écologique qui fait de la protection de la nature un critère d'attraction et donc finit par exercer une forme de contrôle territorial.

Dans le cas qui nous intéresse, les Andes Centrales, plusieurs types de fronts se succèdent dans le temps, tout en se superposant. En outre, la position géopolitique de triple frontière apparaît comme un critère supplémentaire de complexification avec une tentation renouvelée de la part de certains acteurs de l'instrumentalisation des fronts à des fins de sécurisation frontalière, ou au contraire, de coopération multilatérale.

1.2. Interroger la relation entre la triple frontière et la successivité des fronts

Les Andes Centrales dans la région de la Triple Frontière entre Argentine, Chili et Bolivie sont caractérisées par un processus de successivité frontale. Plusieurs fronts ont émergé dans les 150 dernières années (minier puis écologique puis touristique) en se superposant, se heurtant et en se renouvelant. Le tableau 2 présente les détails de la phase initiale de domination et les territoires retenus comme têtes de pont.

Les différents processus de domination afférents à chaque dynamique frontale sont associés à une instrumentalisation géopolitique liée à la position pluri-frontalière des espaces considérés. Ainsi le front minier est à la fois une cause et une conséquence de la guerre du Pacifique à la fin du XIXe siècle, permettant au Chili d'accroître son territoire aux dépens de la Bolivie et du Pérou. Le statut de la frontière internationale est alors conçu comme une ligne de front permettant de sécuriser l'exploitation de nouvelles richesses minières telles que le cuivre ou le salpêtre. De même, le front écologique (figure 1), avec la création de la première réserve naturelle en Bolivie dans les années 1970, est utilisé comme un mode de sécurisation d'une frontière hautement conflictuelle avec le Chili (Guyot 2011). La frontière est alors assimilée à une ligne de séparation, d'ailleurs renforcée par la mise en place de mines antipersonnel. Enfin, le front touristique, processus frontal

le plus récent (années 1990) semble, à l'inverse, être propice au dépassement de ces frontières conflictuelles (Caccommo 2007, Flament 1997) et plaide pour la mise en place d'une frontière mobile (Amilhat-Szary, 2011). Durant ces deux dernières décennies, le front minier comme le front écologique ont évolué et ont progressé.

Tableau n°2 : La successivité des fronts dans la région de la Triple Frontière des Andes Centrales

Type de front pionnier	<i>Front minier</i>	<i>Front écologique</i>	<i>Front touristique</i>
<i>Phase initiale</i>	Fin XIXe	Années 1970&1980	Années 1990
<i>Territoires « têtes de pont »</i>	Extraction du cuivre à Chuquicamata	Réserve nationale faune Eduardo Avaroa (Bolivie) 1973 Monument national Luguna de Pozuelo (Argentine) 1981	Oasis de San Pedro de Atacama
<i>Objectifs géopolitiques</i>	Conquête territoriale au profit du Chili : guerre du Pacifique	Sécurisation frontalière nationaliste	Renouvellement de la géopolitique régionale due au phénomène touristique
<i>Statut de la frontière (Argentine/Chili, Bolivie/Chili)</i>	Ligne de front	Ligne de séparation	Zone de mobilité et de coopération (ZICOSUR ⁶)
<i>Evolution actuelle du front</i>	Renouvellement et progression : extraction du lithium dans les salars d'Atacama (Chili), d'Uyuni (Bolivie) ⁷ et d'Olaroz/Cauchari – Orocobre (Argentine) ; conflit avec la conservation de la nature et le tourisme	Conservation de la nature : réserve nationale Los Flamencos, Chili 1990) ; patrimoine de l'Humanité : Quebrada de Humahuaca, Argentine 2003	D'un tourisme de prédation à un tourisme plus régulé ?
<i>Statut actuel de la frontière</i>	Frontière sanitaire vis-à-vis du Chili, frontière ouverte pour le tourisme et les échanges internationaux (surtout Argentine/Chili)		

Le front minier rentre en conflit frontal avec les deux autres fronts car les *salars*, convoités pour ses ressources en lithium, sont aussi des *spots* touristiques (salar de Uyuni⁸) et écologiques de premier ordre (réserve nationale Los Flamencos à San Pedro de Atacama). Deux visions de la mondialisation s'affrontent alors ici : une vision matérialiste et une vision plus paysagiste. Le front écologique évolue

⁶ La ZICOSUR est un corridor bio océanique entre Atlantique et Pacifique

⁷ L'exploitation du lithium en Bolivie n'en est qu'à une phase de test. L'exploitation industrielle est à venir.

⁸ Les salars en Bolivie ne constituent pas des espaces naturels protégés, malgré leur grande valeur environnementale – cette situation s'explique selon certains auteurs par la volonté de rendre possible l'exploitation du lithium.

conjointement au front touristique, pour le stimuler (Paysage Culturel de l'Humanité à la Quebrada de Humahuaca en Argentine) ou pour le contrôler (cogestion de la réserve nationale Los Flamencos à San Pedro de Atacama). Aucun de ces fronts ne semble faire localement l'unanimité et parfois, opérateurs miniers, naturalistes et touristes sont renvoyés dos-à-dos par des populations indigènes qui s'estiment économiquement et culturellement spoliées. La composante ethnique de la population locale devient alors un vecteur de résistance aux dominations multiformes.

1.3. Dynamiques frontales, indigénisation et ethnicité

Les quatre groupes ethniques au centre de cette étude sont les Atacameños au Chili, les Kollas en Argentine, les Aymaras au Chili et en Bolivie et les Quechuas présents dans les trois pays. Leur démographie et leur localisation sont précisées dans le tableau 3.

Tableau n°3 : Les différences ethnies de la région transfrontalière des Andes Centrales

<i>Ethnies/Pays</i>	<i>Argentine</i>	<i>Bolivie</i>	<i>Chili</i>
<i>Atacameños</i>	Puna (Altiplano ≈ 4000m) Province de Jujuy : département de Susques Province de Salta : département de la Poma → Environ quelques milliers	Voir <i>Aymaras</i> et <i>Quechuas</i>	Oasis du désert d'Atacama (≈2500m) Région d'Antofagasta, Province d'El Loa → Environ 22000
<i>Kollas</i>	Vallées (1000 à 2500m) Provinces de Jujuy et Salta → Environ 55000	Voir <i>Aymaras</i>	Région de Copiapo → Environ 3000
<i>Aymaras</i>	Voir <i>Kollas</i>	→ Environ 60000 dans le département de Potosi ⁹	→ Environ 50000 dans les régions d'Arica, Tarapacá et Antofagasta
<i>Quechuas</i>	Nord-ouest argentin	→ Environ 400000 dans le département de Potosi	→ Environ 3500, région d'Antofagasta

Sources : recensements des différents pays concernés et sites spécialisés

Ces trois groupes ont tous, plus ou moins, une origine ou des relations historiques partagées (tableau 4). La phase de construction de l'acteur indigène comme acteur politique dans les années 1970 débouche aujourd'hui sur un processus d'identification clairement ethnicisé, au sein d'arènes de participation ou de processus de représentation démocratique, en relation avec l'émergence du front touristique (Sofield 1993). Même si le tourisme est souvent *a priori* rejeté par ces groupes comme mode de domination socio-économique, au même titre que

⁹ Le plus grand foyer de population aymara est localisé beaucoup plus au nord dans les pourtours du lac Titicaca.

l'exploitation minière, il est souvent réutilisé ou détourné par des communautés en quête de reconnaissance et de visibilité. De plus, l'identité indigène est un facteur de développement des relations transfrontalières (Rouvière et al. 2008) – compte-tenu des liens historiques, par exemple pré-colombiens - mais cette relation est loin d'être mécanique en Amérique du Sud, tant il est vrai que les identités sont complexifiées par la double appartenance nationale et ethnique. Le développement touristique permet une circulation transfrontalière facilitant une réouverture des anciennes lignes de front et semble propice aux échanges culturels. Les groupes indigènes ont donc une place à part dans ces dynamiques frontales, et dans le front touristique en particulier, en raison de sa diffusion à plus grande échelle et de son affichage culturalisant.

Tableau n°4 : Evolution et identification des groupes indigènes de la région transfrontalière des Andes Centrales

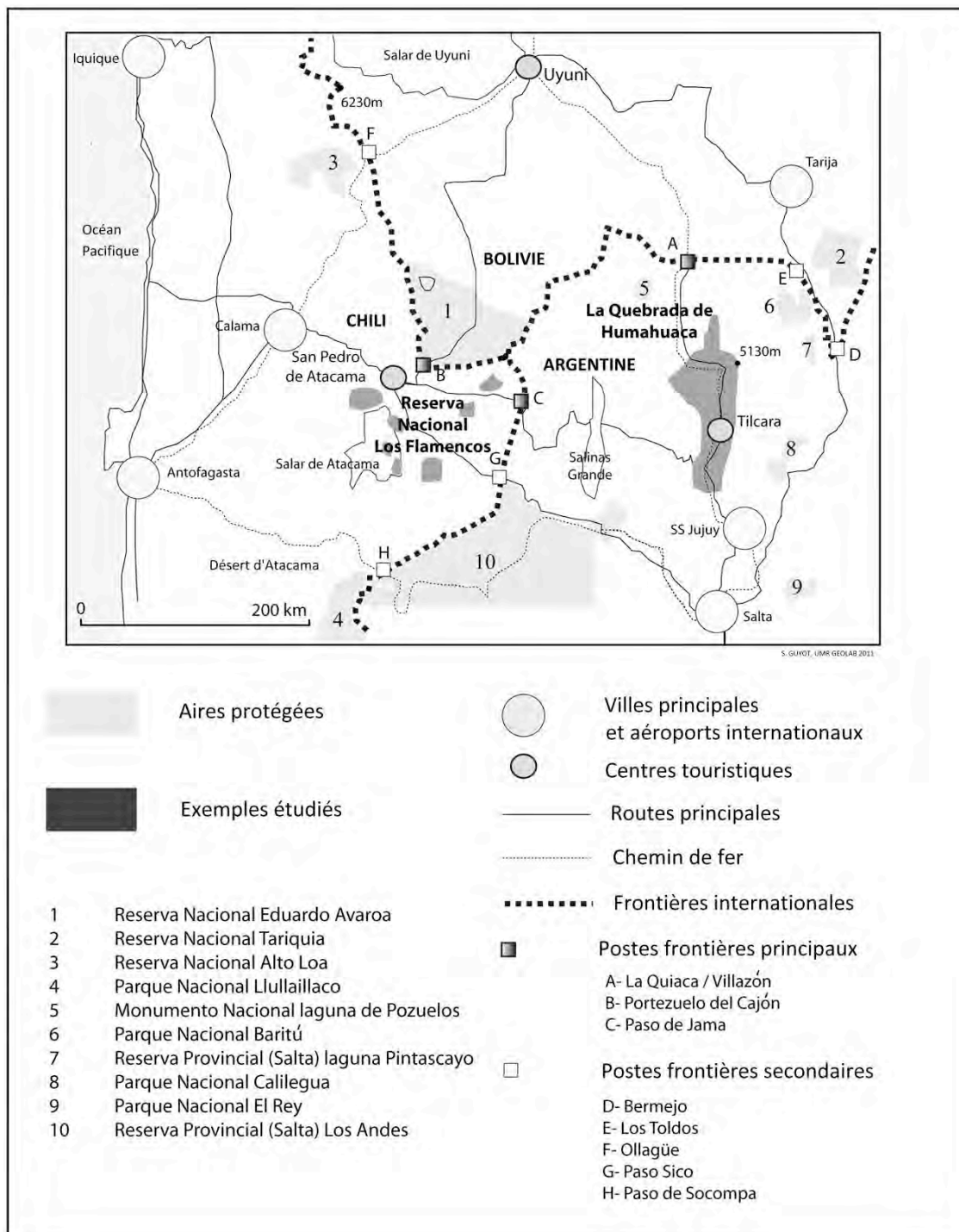
	<i>Argentine</i>	<i>Bolivie</i>	<i>Chili</i>
<i>Groupe indigènes précoloniaux</i>	Kollas viennent des Aymaras, acculturés dans l'Empire Inca	Aymaras et Quechuas sont acculturés dans l'Empire Inca	Atacameños sont en contact avec les Kollas, les Aymaras et les Quechuas
<i>Groupes indigènes actuels auto-identifiés</i>	Kollas, Quechuas	Aymaras, Quechuas	Aymaras, Quechuas, Atacameños
<i>Processus d'autonomisation dans les jeux d'acteurs</i>	association de tourisme indigène municipalités/intercommunalité indigène	Cogestion tourisme / conservation avec les communautés, représentation politique indigène	Cogestion tourisme/ conservation avec les communautés, ethno-tourisme
<i>Relations transfrontalières</i>	<i>Ferías</i> , jumelages	<i>Ferías</i> , tour-opérateurs touristiques binationaux	<i>Ferías</i> , tour-opérateurs touristiques binationaux

Source : auteur

1.4. Le terrain

Ce front touristique est situé à cheval sur le nord-ouest argentin (provinces de Jujuy et de Salta), le sud de la Bolivie (départements de Potosi et de Tarija) et le nord du Chili (Région d'Antofagasta), voir figure 1. Province, département et région désignent dans les trois pays un niveau comparable d'entité régionale, hiérarchiquement situé au-dessous d'un Etat central représenté par la puissance politique des trois capitales : La Paz pour la Bolivie, Santiago pour la Chili et Buenos Aires pour l'Argentine.

Figure 1 : carte de localisation



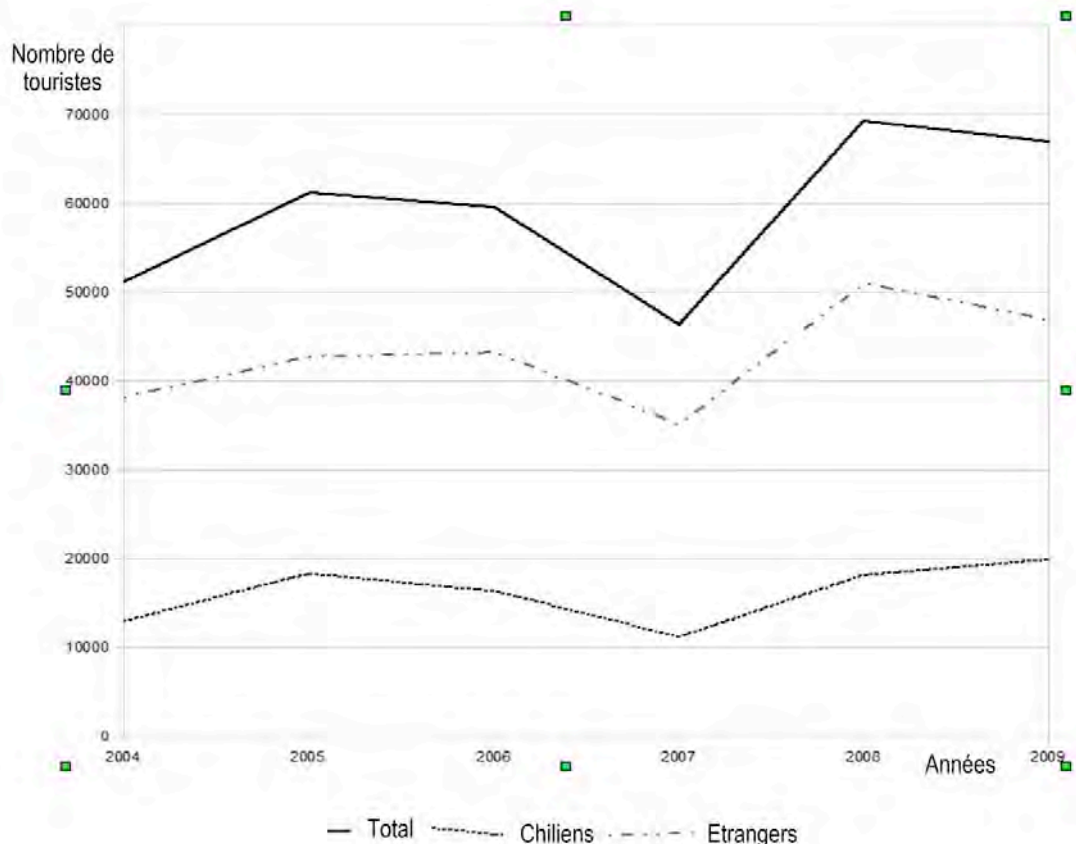
Ce front connecte trois zones touristiques importantes au patrimoine naturel et culturel remarquable : la Quebrada de Humahuaca dans la province de Jujuy en Argentine reconnue Paysage Culturel de l'Humanité en 2002 par l'Unesco, la région de San Pedro de Atacama (réserve nationale Los Flamencos) et la région d'Uyuni en Bolivie (réserve nationale de faune Eduardo Avaroa). Ces trois espaces frontaliers sont entrés dans un processus d'interconnexion touristique depuis les années 1990. Le tourisme transfrontalier se définit ici par l'émergence d'un réseau d'itinéraires, parfois anciens (Raymond 2002), interconnectant les trois zones touristiques (Bid-Intal 1979). L'axe Salta-Bolivie correspond à une route de communication transandine millénaire (Domenach et Celton 2006) mais l'émergence réelle du phénomène touristique revient à San Pedro de Atacama (Chili), une des « Mecque » du tourisme andin depuis une quinzaine d'années (Amilhat-Szary 2006).

Il est difficile de quantifier précisément la dynamique de ce tourisme transfrontalier malgré la réalisation de questionnaires de circulation peu représentatifs. On possède des statistiques touristiques relatives aux arrivées de touristes à l'échelle des provinces, des régions, des départements, des aires protégées et de leurs mouvements à certains postes frontaliers. On peut prendre l'exemple des arrivées de touristes à San Pedro de Atacama entre 2004 et 2009, marquées par une forte baisse en 2007 (Guyot, 2011), voir figure 2. D'autres chiffres ponctuels et statiques sont disponibles : pour Tilcara, 12,000 touristes en 2004¹⁰ (Source : Municipalité de Tilcara) et 52,000 pour la réserve nationale de faune Eduardo Avaroa¹¹.

¹⁰ Tous les touristes visitant à la Quebrada ne passent par forcément une nuit à Tilcara mais dans une autre des communes de la Quebrada qui en compte neuf. D'autres sources parlent d'environ 300,000 touristes dans l'ensemble des localités de la Quebrada de Humahuaca en 2003 (Ramousse et Salin 2003).

¹¹ Ne sont donc pas compris ici les touristes qui vont de Bolivie en Argentine sans visiter la réserve nationale de faune.

Figure 2 : Nombre de touristes à San Pedro de Atacama entre 2004 et 2009 (source : SERNATUR, 2010.)



Ce front touristique est motivé par une volonté de découvrir des paysages complémentaires dans les trois pays. Les déserts, l'Altiplano, les sommets des Andes et la forêt subtropicale humide sont autant de milieux associés dans une logique d'équilibre fragile à une richesse culturelle autochtone, coloniale et nationale diversifiée. Spatialement, la diversité et la complémentarité des patrimoines naturels s'organisent de manière latitudinale et altitudinale, d'est en ouest¹², alors que la richesse des patrimoines culturels s'organise longitudinalement, du nord vers le sud, le long du chemin de l'Inca. L'offre touristique transfrontalière s'organise donc selon des axes nord-sud et des axes est-ouest. On peut donc parler de trame touristique patrimoniale. Parmi les trois pays concernés, l'Argentine, et en particulier la Province de Salta, est la plus avancée dans la formulation de circuits touristiques transfrontaliers intégrés dans le cadre de la ZICOSUR. C'est une zone d'intégration de régions frontalières de plusieurs pays d'Amérique du Sud. Elle dispose d'un comité technique sur le tourisme qui fait,

¹² Objectif d'ONG argentines de réhabilitation de la complémentarité des différents étages écologiques andins entre océan, désert, puna, vallées et forêts (« Pacifico, Desierto de Atacama, Puna, Quebrada y Yungas »).

plusieurs fois par an, un certain nombre de recommandations (Arias 2006). Ce comité travaille sur une organisation du tourisme transfrontalier au niveau transnational.

1.5. La méthode

L'ensemble des questionnements et les quelques résultats présentés dans cet article sont issus d'une recherche de terrain, essentiellement qualitative, qui s'est déroulée en trois temps. La première mission de repérage dans les Andes centrales a été effectuée en 2003, en particulier sur le site de San Pedro de Atacama au Chili. Grâce à un accord intervenu en 2004 avec les partenaires universitaires chiliens (INTE, Université Arturo Prat à Iquique) et argentins (Université de Buenos Aires) il a été convenu que l'analyse du front touristique transfrontalier devait constituer un axe de recherche central d'un programme ECOS (coopération française) plus large. Dans le cadre de ce programme ECOS, une mission (novembre-décembre 2005) et un post-doc (juin-septembre 2006) ont été conduits sur le terrain par l'auteur, périodes où la majorité des entretiens et des questionnaires ont été réalisés. Ces opérations de terrain ont été complétées par deux missions de valorisation (conférence, séminaires etc.) en juillet 2007 et en janvier 2009.

La méthodologie de terrain a consisté à réaliser des entretiens qualitatifs avec la plupart des acteurs significatifs parties prenantes des fronts de conquête territoriale ouverts sur cet espace. Ces entretiens permettent d'expliquer la complexité de la mise en tourisme dans ses relations à la protection de la nature et à l'extraction minière, ils seront donc systématiquement référencés dans le texte. Des dialogues approfondis ont été conduits auprès d'une multiplicité de porte-voix : opérateurs touristiques, opérateurs de transports, pouvoirs locaux, régionaux, nationaux, partis d'opposition, comités transfrontaliers, ONG, organisations de gestion de la nature, fondations d'entreprises minières, associations de résidents, associations indigènes etc., et ce, à partir des localités touristiques faisant office de « tête de pont » du processus de front touristique (San Pedro de Atacama au Chili, Tilcara en Argentine et Uyuni en Bolivie) et des capitales régionales et nationales exerçant un contrôle territorial fort par le biais des sièges des principales administrations et ONG (Santiago du Chili, Calama et Antofagasta au Chili, Jujuy, Salta et Buenos Aires en Argentine et Potosi et la Paz en Bolivie). Plus d'une soixantaine d'entretiens ont été réalisés. De plus, 135 questionnaires à visée plus systématique et quantitative ont été réalisés auprès des touristes rencontrés dans les trois « localités témoin » afin d'évaluer plus finement la variété des itinéraires touristiques entre les trois pays ainsi que le profil socio-économique des touristes, permettant ainsi de valider la réalité du tourisme transfrontalier. Les grilles d'entretiens qualitatifs¹³ se sont inspirées des méthodes développées par des sociologues (Blanchet et Gotman 1992) et des socio-anthropologues critiques

¹³ La majorité des entretiens a été intégralement retranscrite ; elle est disponible auprès de l'auteur sur simple demande. La liste de ces entretiens figure en références.

français (Olivier de Sardan 1995). Les difficultés d'appréhension de ce terrain ont été d'abord la taille d'un front touristique extensif mesurant environ 250 000 km², ensuite la diversité des acteurs et enfin la présence de trois contextes politico-administratifs très différents entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili.

2. Les impacts territoriaux multi-scalaires du front touristique

Tableau n°5 : Le front touristique face aux fronts minier et écologique. Acteurs et conflits dans les régions de la Triple Frontière.

<i>Relations du front touristique avec le/en</i>	<i>en Argentine</i>	<i>en Bolivie</i>	<i>au Chili</i>
<i>Front minier</i>	Disjonction des sites miniers et touristiques mais problème de la ressource en eau	Proximité conflictuelle des sites touristiques et d'extraction minière dans le <i>salar</i> d'Uyuni	Proximité conflictuelle des sites touristiques, de réserve naturelle et d'extraction minière dans le <i>salar</i> d'Atacama ; problème de la ressource en eau
<i>Front écologique</i>	Valorisation paysagère avec la Quebrada de Humahuaca reconnue patrimoine mondial de l'Unesco	Dégradation partielle des paysages et de la biodiversité par la fréquentation touristique dans la réserve nationale de faune Eduardo Avaroa	Cogestion de sauvetage pour sauver la réserve nationale de faune Eduardo Avaroa due à un impact excessif du tourisme
<i>Réaction des populations locales</i>	Rejet du patrimoine Unesco- tout comme de l'extraction minière - et élaboration d'une gestion indigène alternative ; ethnicisation kolla.	Intégration forte à la gestion de la réserve et au développement touristique (communautés de Quetena, sud Lipès)	Entre conflits fonciers et processus de cogestion, tentative d'autonomisation par la libre association
<i>Autorités locales</i>	Municipalisation de l'ethnicisation	Les <i>municipes</i> , depuis la loi de participation populaire (1996), disposent d'une large autonomie de gestion et représentent largement les intérêts indigènes.	Municipalité opportuniste tournée vers le développement économique
<i>Autorités « régionales »</i>	Conflit/concurrence Jujuy et Salta et avec les autorités nationales Coopération transrégionale touristique transfrontalière avec la Bolivie et surtout le Chili	<i>Non renseigné</i>	Coopération transrégionale touristique transfrontalière avec la Bolivie et l'Argentine
<i>Autorités nationales</i>	Appui de la stratégie touristique transfrontalière	<i>Non renseigné</i>	Régulation du tourisme à travers l'organisme de conservation de la nature

Source : auteur

A partir des éléments théoriques développés dans les tableaux 1 et 2, nous analysons dans cette partie la dynamique spatio-temporelle du front touristique centre-andin ainsi que ses impacts territoriaux multi-scalaires. D'abord, quels sont les jeux d'acteurs dans les conflits existant entre le front touristique, le front minier et le front écologique ? Ensuite, *stricto-sensu*, quelles concurrences territoriales multi-scalaires sont induites par le front touristique ? Puis comment décrire localement la prédation environnementale et la domination socio-économique liée au front touristique ? Enfin, quels sont les modes de régulation mis en place sur ces territoires pour tenter de pérenniser les fronts touristiques ?

2.1. Relations actuelles entre le front touristique et les autres acteurs

Le tableau 5 synthétise les relations existant entre le front touristique et respectivement le front minier et le front écologique, dans les trois espaces nationaux de la région transfrontalière et les jeux d'acteurs multi-scalaires qui lui sont associés du point de vue des populations locales, des autorités locales, régionales et nationales.

Le lecteur pourra se rapporter à ce tableau tout au long de l'article car il présente l'ensemble des jeux d'acteurs relatifs à la dynamique du front touristique centre andin. Il sera largement commenté dans les sous-parties suivantes.

2.2. Concurrences territoriales

Les fronts touristiques induisent des connexions multi-scalaires entre des lieux, des acteurs et des systèmes de représentations contrastés. Le lien entre le local et le monde ne se fait pas de manière anodine et se différencie en fonction des pouvoirs locaux en place, des héritages historiques dans les lieux considérés, des trois contextes politiques et administratifs nationaux, de l'attitude des touristes et des opérateurs touristiques et, plus généralement, des jeux d'acteurs complexes en présence. Par exemple, les relations marchandes entre des opérateurs touristiques transfrontaliers privés, les touristes et des populations locales en quête d'emplois stables, sont mis en difficulté (Cox 1995), d'une part à cause de la prégnance des contraintes réglementaires nationales, et d'autre part, en raison de l'existence de logiques concurrentielles, des différences de niveaux de vie et des conflits politiques et territoriaux à tous niveaux. Du côté des Etats¹⁴, il y a encore beaucoup d'entraves juridiques et administratives à l'intégration transfrontalière privée et publique du front de conquête touristique, même si on peut noter des avancées significatives avec les projets d'intégration des postes de douane chilienne et argentine, suite à l'ouverture de la route asphaltée entre San Pedro de Atacama et

¹⁴ Malgré l'influence du néo-libéralisme et de la vogue des autonomies indigènes, les trois Etats centraux d'Argentine, de Bolivie et du Chili conservent une forte dimension jacobine qui passe par un contrôle renforcé des périphéries. Par exemple, la Bolivie vient de créer une agence pour le développement des zones frontalières : Agencia para el Desarrollo de las Macrorregiones y Zonas Fronterizas (ADEMAF), <http://www.ademaf.gob.bo>, accédé le 30/11/2011.

Jujuy (au niveau du Paso de Jama, voir figure 1). On note parfois aussi une véritable mise en concurrence monétaire et réticulaire (transports, tour-opérateurs etc.) entre les trois pays, et parfois au sein d'un même pays (Argentine ou Chili) ce qui tend à affaiblir certaines dynamiques de mondialisation au profit d'un retour au cadre national voire provincial, lui même facteur de résurgence de nouvelles tensions. Se pose ainsi le problème de la "porte d'entrée" des touristes internationaux, généralement matérialisée par un aéroport : Iquique, Calama, Salta, Jujuy et la Paz sont les cinq aéroports principaux¹⁵ qui permettent aux touristes d'accéder à la région touristique transfrontalière centre-andine. L'absence de lignes intérieures à cette région (sauf Iquique-La Paz avec *Lan Chile* et parfois, l'été, Salta-Iquique) ne facilite pas les circuits transfrontaliers et oblige les touristes à des logiques d'aller et retour terrestres ou de boucle sur trois pays, circuit finalement assez rare, car long et coûteux en temps de transports.

La concurrence territoriale se fait aussi sentir au niveau régional des pays concernés, ce qui a tendance à accélérer le processus de mise en tourisme au détriment des entités locales qui sont instrumentalisées par le niveau supérieur. Ainsi, un réel esprit de concurrence anime les provinces de Salta et de Jujuy en Argentine. Politiquement Salta (conservateurs) est opposée à Jujuy et à l'État central argentin (péronistes de gauche) qui sont du même bord. Jujuy utilise cette amitié politique nationale pour renforcer sa place dans la grande région touristique argentine d'intérêt national « Norte Argentino » fédérant plusieurs provinces, et a ainsi obtenu que la route internationale du Paso de Jama passe par Jujuy [5]¹⁶ (figure 1). Elle a aussi démontré son existence au niveau international en faisant classer la Quebrada de Humhuaca par l'UNESCO [1], même si ce classement semble plutôt profiter aux opérateurs touristiques de Salta. Ces derniers ont des liens très forts avec le secrétariat du tourisme de la province de Salta qui riposte aux actions de Jujuy en misant sur les comités de frontières, une des composantes opérationnelles de la ZICOSUR avec le développement de corridors transfrontaliers : Paso Sico ; corridor de biodiversité des Yungas (Amilhat-Szary 2007 ; Guyot Salin et Ramousse 2007). On retrouve ce type de concurrence entre la région de Tarapaca et la région d'Antofagasta au Chili. En Bolivie, il n'y a pas véritablement de concurrence entre les départements de Potosi et de Tarija car leur offre n'est pas du tout basée sur le même type de ressource touristique. Ils sont donc plutôt complémentaires.

Au niveau local, le front touristique, tant dans sa phase de conquête que de pré-maturation induit une prédation environnementale et une domination socio-économique préjudiciable à la réalisation de cycles durables. Dans ce contexte, le front minier et le front touristique ont des conséquences environnementales et socio-économiques similaires (tableau 1).

¹⁵ Depuis 2011 un aéroport a été inauguré à Uyuni pour favoriser un tourisme de plus haut niveau.

¹⁶ Les chiffres en gras entre crochets correspondent aux entretiens référencés à la suite de la bibliographie à la fin de l'article.

2.3. Prédation, domination et fragmentation

L'environnement naturel du front écologique caractérise aussi la ressource primaire des fronts miniers et touristiques. Il y a donc divergence de représentations et d'usages sur le même territoire. Les trois fronts s'affrontent généralement sans forme de coopération ou de cogestion de ressources environnementales réputées fragiles. C'est le cas en particulier des milieux naturels sensibles de la zone touristique de San Pedro de Atacama : désert de sel fossilisé, dunes de sable, salar et lagunes d'altitude avec des flamands roses lagunaires d'altitude. L'accueil d'un volume trop important de touristes sur ces sites a des conséquences parfois irrémédiables : traces de pas et érosion jamais effacées par une pluie inexistante, vulnérabilité des œufs de flamants roses, pollution des eaux, ordures etc. La prédation environnementale est donc bien proportionnelle au nombre total de touristes accueillis et à leurs comportements irresponsables, mal encadrés par des opérateurs souvent peu scrupuleux. Cette prédation conduit très vite et irrémédiablement à la fermeture du front touristique car c'est la ressource touristique même qui est dégradée. La baisse des nuitées à San Pedro pour l'année 2007 est d'ailleurs révélatrice de cette amorce de fermeture du front touristique (figure 2). Le front minier peut, lui-aussi, être préjudiciable à la ressource environnementale et touristique comme déjà indiqué en première partie. Il faut noter que l'extraction du lithium et de la potasse au sud du Salar d'Atacama n'est pas sans conséquences sur l'environnement et la perturbation d'un certain nombre d'équilibres naturels. Les compagnies minières ont de l'argent et « achètent » d'une certaine manière des « droits à polluer » en finançant des projets de développement dans certaines communautés indigènes ou en contribuant au système de protection de la nature de la CONAF (organisme chargé de la gestion des forêts et des parcs nationaux chiliens). De plus, les entreprises minières sont aussi de grosses consommatrices d'eau. San Pedro est une oasis de montagne sur le piémont andin du désert d'Atacama. La ressource en eau est donc très limitée (Rio San Pedro et nappes phréatiques) même si la situation de piémont montagnard pourrait apparaître favorable. Les touristes tout comme les entreprises minières ont très soif d'eau (douches chaudes, piscines, restauration, laverie...) et des coupures d'eau sont organisées dans les différents quartiers de San Pedro pour que le centre touristique puisse être convenablement approvisionné aux heures de pointe (matin et soir). C'est alors la périphérie rurale qui paye pour le centre touristique. Les situations de Tilcara en Argentine et d'Uyuni en Bolivie apparaissent comparables du point de vue des impacts du tourisme sur l'environnement, tout comme au niveau des conséquences sociales.

Une autre conséquence d'un front touristique non-durable peut être lue dans l'apparition de fragmentations territoriales et de conflits entre des lieux et des acteurs inclus dans la dynamique touristique et d'autres qui en sont parfois totalement exclus ou non-bénéficiaires. Un front de conquête touristique est potentiellement producteur d'inégalités socio-spatiales très fortes. Elles sont très

visibles à San Pedro (Chili) et à Tilcara (Argentine). Il y a 70000 touristes annuellement à San Pedro de Atacama (50000 étrangers et 20000 Chiliens): c'est un chiffre important ramené à la population de 4600 habitants permanents du village (où vivent 4000 indigènes et 600 « exogènes »), surtout si on considère que l'espace de vie des touristes est très réduit (centre du village et un ou deux hôtels périphériques). De plus, la quasi-totalité des hôtels, des restaurants et des agences qui proposent des excursions sont détenues par des étrangers ou des chiliens de Santiago du Chili, les plus « locaux » étant de Calama, la ville minière voisine (Amilhat-Szary 2006). Depuis son ouverture au tourisme international au début des années 1990, les prix pratiqués à San Pedro ont fortement augmenté année après année, car la clientèle touristique dominante est européenne et relativement aisée. Ceci induit une augmentation générale des prix, en particulier pour le foncier et le logement, qui concerne tous les services et donc fragilise la majorité de la population, indigène en particulier, qui vit de revenus très modestes (sur les Mapuche et le tourisme, voir Volle 2006).

On retrouve ce type de ségrégations à Tilcara (Argentine), mais dans une moindre mesure, car la fréquentation touristique n'atteint pas encore les records de San Pedro de Atacama. On trouve à Tilcara un discours véhément de la part de certains mouvements indigénistes opposés au tourisme et à la ségrégation foncière [2, 6, 10] (figure 3). Les habitants bénéficient de manière contrastée du tourisme (Reboratti 2003). Qu'ils soient inclus ou exclus, dominants ou dominés ils ne peuvent pas rester insensibles à l'empreinte touristique. De ce fait, le front touristique tend plutôt à favoriser les acteurs extérieurs qui sont en position de force car ils bénéficient de l'expertise touristique et des réseaux de diffusion. L'enjeu principal est donc de permettre aux populations locales de contrôler et de gérer le tourisme, localement et en réseau avec les collectivités des deux autres pays, en renforçant par exemple l'investissement en formation auprès des populations indigènes (Volle, 2006).



Figure 3 : Affiche revendiquant la légitimité foncière des indigènes de Tilcara n'ayant pas de titres de propriétés, face à la main mise des investisseurs extérieurs.

http://uruguay.indymedia.org/uploads/2005/05/000_jujuy_nodesalojos.jpg

Dans ce contexte de prédation environnementale et de domination socio-économique le front touristique ne peut pas se stabiliser et être intégré dans un cycle durable. Comment réagissent les différents acteurs à ces dérives ? Comment s'organisent-ils pour tenter de régénérer et de durabiliser un front touristique menacé dans ses fondements naturels et culturels ?

2.4. Les tentatives de régulation du front touristique

On oppose généralement certaines formes de tourisme, potentiellement destructrices pour l'environnement, à un tourisme soucieux de la protection et de la patrimonialisation des paysages, notamment sous la forme d'aires protégées et de sites reconnus, c'est-à-dire un front éco-touristique (Guyot, 2009) qui se substituerait au front touristique « classique ». Ces labels écologiques, à différents niveaux, permettent en retour d'attirer plus de touristes. De même la reconnaissance, la valorisation ou encore l'instrumentalisation des identités ethniques peut être un vecteur d'attraction touristique que ce soit sous la forme de tourisme culturel, équitable voire d'ethno-tourisme [3] (Sofield 1993, Walle 1993). Mais quels en sont les impacts fonciers, financiers ou culturels pour les communautés rurales ? Le processus peut être autorégulé, à condition que les acteurs locaux, élites politiques et communautés indigènes trouvent les arrangements et les compromis qui permettent de réintégrer le tourisme dans un cycle vertueux et durable pour les environnements, les sociétés locales et les touristes aux attentes toujours plus exigeantes (Dahles et Keune 2002). Deux stratégies de régulation locale du front touristique étudié sont ici passées en revue :

d'abord une régulation patrimoniale en demi-teinte dans la Quebrada de Humahuaca (Argentine), puis un exemple de régulation des effets pervers du tourisme sur l'environnement menée par les communautés indigènes de San Pedro de Atacama (Chili) sur initiative de l'organisme national de conservation de la nature (CONAF). Dans les deux cas, l'ethnicité est utilisée comme une ressource par les communautés indigènes (Argentine) ou par les autorités nationales de tutelle (Chili) pour peser sur les jeux d'acteurs et faire valoir leur légitimité territoriale face aux acteurs dominants (la Province en Argentine et le secteur privé au Chili).

2.4.1. L'ethnicité comme base de la représentation politique locale : l'exemple de la Quebrada de Humahuaca (Argentine)

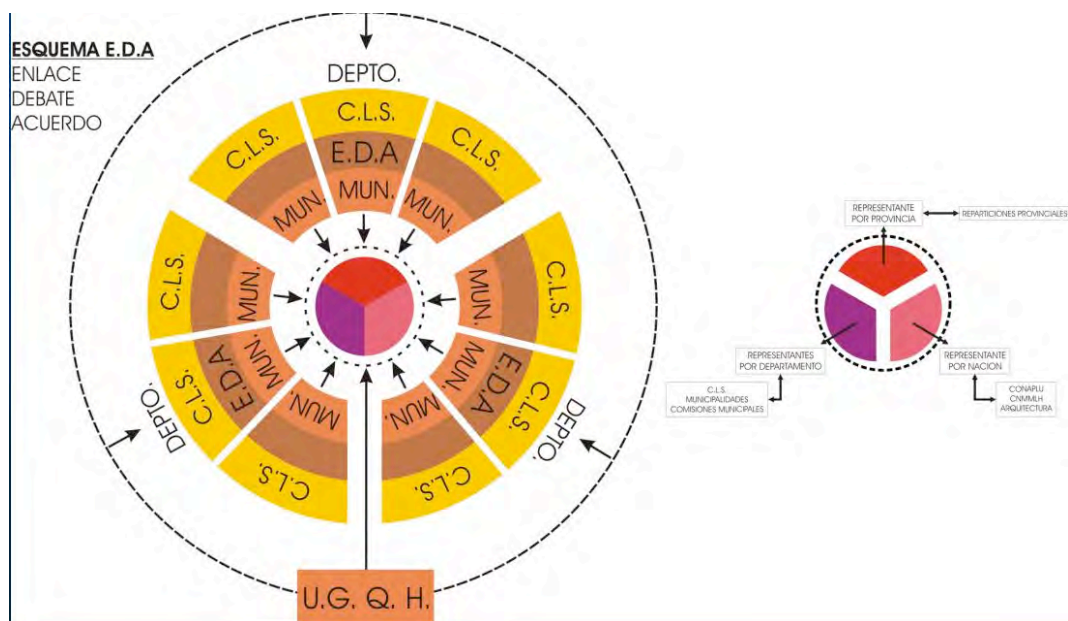


Figure 4: fonctionnement de l'organe de gestion participative de la Quebrada de Humahuaca (source : Unidad de Gestion de la QDH, 2005). *CLS* : commission local de site ; *DEPTO* : niveau du département (entre municipalité et province) ; *MUN* : municipalité ; *EDA* : rencontre, débat et accord ; *UGQH* : Unité de Gestion de la Quebrada de Humahuaca. Ces deux schémas montrent la complexité et la complication orchestrée du protocole participatif en vue de dissuader les populations locales d'une réelle appropriation du périmètre UNESCO.

Dans l'exemple de la Quebrada de Humahuaca, en Argentine, le front écologique et le front touristique tentent de se retrouver au sein d'une même dynamique de patrimonialisation labélisée par l'UNESCO comme Paysage Culturel de l'Humanité. Ce périmètre classé, au titre de Paysage Culturel (Kolla et Inca) UNESCO de la Quebrada de Humahuaca est divisé en neuf municipalités : Volcan, Tilcara, Humahuaca etc. Avec plus d'un million de nuitées pour l'année 2005 dans

la Province de Jujuy et une augmentation du nombre des visiteurs de 35 % pour la zone de 2000 à 2003, la région entend mettre en avant son produit phare, la Quebrada de Humahuaca, qui réalise plus de 30 % du total des nuitées au sein du périmètre UNESCO (Ramousse et Salin 2006).

Le classement de la Quebrada par l'Unesco est réalisé à la demande de la Province de Jujuy en la personne de l'ancienne secrétaire au tourisme, qui a utilisé cette distinction pour se faire élire *sénateur de la Nación* de la province à Buenos Aires. Ce classement de la Quebrada comme « paysage culturel de l'humanité » s'est fait sur la base d'un processus de participation auprès des populations locales consubstantielles à la dimension culturelle revendiquée du paysage [1]. Neuf commissions de sites, une par municipalité, ont été créées pour fonctionner selon un processus participatif totalement impraticable (figure 4). Ces commissions ont pour objectif de rédiger un plan de gestion pour la Quebrada en coopération avec les autres acteurs locaux, provinciaux et différents experts. Pourtant, ces commissions, souvent peu représentatives des intérêts indigènes – fonciers en particulier-, ont été perçues comme rivales par rapport aux municipalités indigènes Kollas qui se sont alors regroupées en intercommunalité pour mieux peser dans les décisions prises au niveau provincial et ainsi infléchir le plan de gestion en leur faveur [7].

La Province est dirigée par un gouverneur péroniste de gauche alors que l'intercommunalité est plutôt de tendance radicale, ce qui correspond en Argentine à un faciès politique encore bien plus flou quoique relativement conservateur. Cette division n'a pas facilité les choses. Elle serait même à l'origine du manque de bonne volonté coopératrice entre les commissions de sites et les municipalités. Le système participatif mis en place au niveau local dans la Quebrada (figure 4) rappelle beaucoup d'autres *usines à gaz* technocratiques, prenant du temps à se mettre en place, à fonctionner et permettant pendant ce temps aux décisions de se prendre à un niveau supérieur, la Province, tout en maintenant un certain *statut quo*. L'intercommunalité de la Quebrada ne peut pas être encore identifiée comme un véritable projet de territoire sur le modèle français mais sert plutôt de faire valoir à des acteurs locaux désirant exister dans des jeux d'acteurs conflictuels où la dimension « identitaire », culturelle et ethnique sert, à tous les niveaux (de l'unité de gestion, de l'intercommunalité comme pour les associations indigénistes), d'appât pour des touristes toujours plus nombreux [10]. La mondialisation induit ici aussi des divisions même si un potentiel d'intégration sociale et patrimoniale semble bel et bien exister. On assiste dans la Quebrada de Humahuaca à un dédoublement du front touristique marqué par une coexistence d'effets contradictoires et multi-scalaires. Ce dédoublement permettra-t-il aux pouvoirs ethniques locaux d'avoir la main sur la régulation du front touristique ? Un suivi de terrain semble nécessaire pour se prononcer plus avant car le contexte politique argentin actuel apparaît de plus en plus mouvant et sensible.

Du côté chilien de la frontière, la régulation des effets les plus négatifs des liens « local-global » du front touristique, sur l'environnement et les communautés indigènes, semble plus probante, mais se limite à une coopération technique et non pas à proprement parler politique.

2.4.2. Vers la cogestion communautaire ? L'exemple de San Pedro de Atacama au Chili



Figure 5 : Les espaces touristiques de San Pedro de Atacama

L'exemple de San Pedro d'Atacama (fig. 5) est représentatif d'une situation où le front minier est en conflit avec les fronts touristique et écologique. A l'inverse de la Quebrada de Humahuaca, le front touristique de San Pedro, initialement très brutal dans son expression spatiale, n'est pas du tout en harmonie avec un front écologique en *standby*. Il faut attendre une phase de rupture où la ressource touristique paysagère se voit menacée dans son utilisation durable pour que les acteurs redynamisent le front écologique et imposent une régulation plus stricte de la mise en tourisme.

Ainsi, initialement, il n'y a même pas de comité municipal de gestion du tourisme dans la commune de San Pedro de Atacama, alors que le tourisme est l'activité principale dominée par une majorité d'opérateurs privés internationaux ou venus de la capitale Santiago du Chili [8]. Une forme d'action locale innovante, à

San Pedro, vient d'une coopération technique entre les associations indigénistes et l'organisme national de conservation de la nature (CONAF), par le biais d'un processus participatif, qui a permis d'amorcer une bonne régulation socio-environnementale du tourisme au niveau local. La CONAF (Corporacion National Forestal) est l'organisme chilien qui s'occupe de la gestion des parcs et réserves naturelles dans tout le pays. Originellement, cette organisation est en charge des forêts domaniales du pays. Par conséquent, elle a surtout investi dans la gestion, la mise en valeur et la protection des espaces forestiers, localisés dans le sud du pays. La réserve national « Los Flamencos » à San Pedro de Atacama est avant tout un espace naturel humide en zone aride, protégé pour sa faune spécifique (les flamands roses andins), ses paysages et environnements spécifiques (vallée de la lune, lagune, salar...). Elle a été créée en 1990. D'une taille de 73,986 hectares, elle est divisée en plusieurs secteurs correspondant chacun à un écosystème, paysage ou refuge de faune spécifique. Cette réserve n'a jamais reçu beaucoup d'attention de la part de la CONAF qui est, de plus, un organisme public au budget limité. Jusqu'en 2004, l'ensemble des secteurs de la réserve sont laissés « en pâture » aux mains des différentes agences de voyage de San Pedro de Atacama avec les conséquences que l'on peut imaginer : dégradation et pollution des sites, absence de régulation du nombre de visiteurs sur les différentes tranches horaires, guides *gringos* racontant parfois des contre-vérités sur les sites visités etc. Depuis 1999, une aire de développement indigène (ADI) a été créée sur la commune de San Pedro de Atacama à l'initiative de la CONADI, l'organisme d'Etat chargé de la question indigène, pour tenter de mieux intégrer les populations locales dans les dynamiques économiques en œuvre sur le territoire communal de San Pedro de Atacama. Jusqu'à l'initiative de la CONAF en 2004, les ADI n'étaient pas réellement assortis de mesures de co-développement très concrètes. L'initiative de la CONAF émerge d'un constat négatif : l'organisme n'a pas assez de personnel (gardes, guides...) pour assurer un contrôle et une bonne régulation de la fréquentation des différents secteurs de la Réserve Nationale. Face à la dégradation de la ressource environnementale qui, à terme, pourrait voir disparaître les flux touristiques qu'elle polarise, la CONAF décide d'utiliser l'ADI en proposant un contrat d'association entre la CONAF et les différentes communautés indigènes riveraines des différents secteurs de la Réserve Nationale. A terme, l'objectif est de pouvoir transférer la propriété du foncier protégé aux communautés. La vallée de la Lune (figure 5) est le secteur le plus proche de San Pedro de Atacama, et le plus fréquenté, en raison de sa beauté mais aussi du prix bon marché de cette excursion [9]. C'est un secteur de 5467 hectares qui comprend, outre des paysages à la géologie spectaculaire, des anciennes mines de sel artisanales exploitées autrefois par les habitants de San Pedro de Atacama. Le foncier, en tant que Réserve Nationale, appartient à l'Etat. L'objectif du contrat d'association est de transférer la gestion de ce secteur de la CONAF à un directoire de sept personnes, une de la CONAF et les six autres représentant les différentes communautés : Solor, Sequitor, Larache, Quitar, San Pedro et Coyo. Ces représentants sont élus par les habitants au même titre que les instances représentatives de chaque communauté. Ils doivent ensuite animer un

processus participatif au sein de chaque localité pour discuter des différents projets en cours [9]. Un plan d'opération est élaboré par la commission de gestion. Il prévoit que des membres des communautés puissent travailler comme gardes et guides pour contrôler et réguler la fréquentation touristique (canaliser les flux sur certains sentiers, gérer les heures de grande affluence, demander un droit d'entrée aux touristes...) [9]. On a constaté depuis 2006 une amélioration graduelle de l'état des sites les plus visités. Cette régulation locale semble fonctionner. Est-elle exportable à l'ensemble de la région transfrontalière, et pourrait-il intégrer une dimension politique plus affirmée, coordonnée par exemple par le comité du tourisme de la ZICOSUR ? La régulation positive des effets prédateurs du tourisme au niveau local devrait s'envisager au sein d'une entité transfrontalière compétente. La coopération transfrontalière entre les acteurs locaux devrait être un des moyens mis en œuvre pour harmoniser et accélérer cette régulation.

Conclusion

Le front touristique transfrontalier dans la région de la Triple Frontière s'est développé de manière relativement spontanée, se surimposant –de manière parfois conflictuelle- aux fronts miniers et écologiques auparavant constitués. Cet exemple permet de clarifier les processus territoriaux, sociaux, économiques et politiques qui font évoluer les dynamiques frontales liées à la mise en tourisme. Le cycle vertueux qui permet au front touristique de continuer à progresser sans s'autodétruire n'est lui pas du tout un processus spontané. Il nécessite un engagement des différents acteurs pour réguler les externalités négatives induites par la dynamique frontale et permettre une acceptation des nouveaux territoires produits, en particulier par les populations indigènes. Sans cet engagement politique et sans cadre réglementaire permettant de limiter la prédation touristique, en particulier sur les paysages, la fermeture du front touristique peut rapidement s'opérer. De ce point de vue, la première phase du front touristique (initiation et prématurité) partage beaucoup de ressemblances avec le front minier : prédation environnementale, domination socio-économique. Cette déstabilisation du front touristique est alors préjudiciable au tourisme et aux touristes. En réaction, certains acteurs se sont mobilisés à plusieurs niveaux scalaires. Ils instrumentalisent tous, de près ou de loin, l'identité ethnique des groupes locaux, comme une ressource politique voire économique. Dans cette logique, différentes approches coopératives ont été amorcées. A San Pedro de Atacama on peut souligner l'action participative communautaire et cogérée de la CONAF sur un ensemble d'opérations techniques. A Tilcara, la reconnaissance de l'UNESCO a favorisé une prise de conscience territoriale de la part d'acteurs locaux regroupés en intercommunalité ethnique. Le résultat de cette régulation du front touristique est assez prometteur quant à la pérennisation de l'attractivité des ressources environnementales mais beaucoup plus décevant sur le plan social où les processus de domination ne seront jamais effacés. En effet, la domination est en recomposition permanente avec des acteurs aux stratégies multiples, et ce, sur fond de tensions très fortes pour l'extraction des ressources minières et l'approvisionnement en gaz entre les trois pays.

La circulation touristique facilite les liens transfrontaliers, tout comme la dimension transnationale du front touristique permet de renforcer, tout en les complexifiant parfois, les coopérations entre des acteurs locaux de trois pays séparés par une histoire de conflits guerriers puis de ressentiments diplomatiques. A l'image du dépassement de certaines frontières dans l'Union Européenne, c'est une nouvelle région transfrontalière centre-andine en constitution qui pourrait contrôler la gestion des ressources environnementales, et agir de manière volontariste sur les fragmentations socio-économiques constatées, en particulier en relation avec la question indigène. L'ethnisation des groupes locaux permet de faire accéder certains habitants à la représentation politique (Argentine, Bolivie) ou à la participation environnementale (Chili). En revanche, l'ethnisation reste encore beaucoup trop ambiguë dans son fondement historique et culturel, et opaque dans sa manifestation politique, pour servir de cadre identitaire et territorial à un développement économique alternatif.

Remerciements

Cet article présente certains des résultats émanant du projet ECOS-SUD Ch03H04 & A03H04, intitulé « Frontière et ressource(s), entre intégration et conflit : pour une nouvelle géopolitique andine ? ».

Je tiens à remercier Anne-Laure Amilhat-Szary pour son soutien indéfectible et les évaluateurs anonymes de cet article pour leurs relectures et leurs commentaires très utiles.

References

- Amilhat-Szary, Anne-Laure. 2006. San Pedro de Atacama ? In Anne Volvey, *L'Amérique Latine*. Paris: Atlande, pp.107-110.
- Amilhat-Szary, Anne-Laure. 2007. Are borders more easily crossed today ? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes. *Geopolitics* 2007-1, 1-18.
- Amilhat-Szary, Anne-Laure. 2011. *Montrer le monde, Itinéraire Subjectif Scientifique (Développement - Gouvernance - Frontière - Art et Artistes)*. Université de Grenoble: Habilitation à diriger des recherches.
- ApesteGuy, Christine, Martinière Guy and Théry, Hervé. 1979. Frontières en Amazonie: la politique du Brésil et l'intégration de l'Amérique du Sud. *Notes et études documentaires* 53 (4533-4534), 76-98
- Arias, Javier. 2006. *Proceso de integracion turistica en el marco del encuentro internacional zona de integracion del centro oeste sudamericano*. Ministère du tourisme de Salta: Document de Travail.
- Ashworth, Gregory Jones. 1995. Managing the cultural tourist in Ashworth Gregory Jones., Dietvorst Adrian, *Tourism and spatial transformations: Implications for policy and planning*, Wallingford: CAB International édit, pp. 265-283.

- Benedetti, Alejandro and Argarañaz, Cristina. 2003. Transformations sociales et territoriales à la frontière atacaménienne au cours du XX^e siècle. Susques : lorsqu'un village dépeuplé devient la 'porte des Andes'. *Revue de Géographie Alpine* 91(3), 29-45.
- BID-INTAL, (Subsecretaría de Turismo de la Argentina, Instituto Boliviano de Turismo de Bolivia, Secretaría de Estado de Turismo de Perú). 1979. *Circuito Oeste. Desarrollo de Circuitos Turísticos multinacionales*. Buenos Aires.
- Blanchet, Alain and Gotman, Anne. 1992. *L'enquête et ses méthodes: l'entretien*, Paris: Nathan.
- Caccommo, Jean-Louis, 2007. *Tourisme et frontières*. Paris: L'Harmattan.
- Carrizo, Silvina and Velut, Sébastien 2006. L'énergie dans le Mercosur. Réseaux transnationaux et logiques nationales, *Hérodote* 123 : 88-106.
- Cheong, So-Min and Miller, Marc. 2000. Power and tourism : a foucauldian observation. *Annals of Tourism Research* (27) 2, 371-390.
- Collinson, Helen. 1996. *Green Guerillas: environmental conflicts and initiatives in Latin America and the Caribbean*. London : Latin America Bureau.
- Coy, Martin. 1986. Développement régional à la périphérie amazonienne : organisation de l'espace, conflits d'intérêts et programmes d'aménagement dans une région de "frontière" : le cas du Rondonia. *Cahiers des Sciences Humaines* 22 (3/4), 371-388.
- Cox, Kevin. 1995. Globalization, competition and the politics of local economic development, *Urban Studies* 32, 213-224.
- Dahles, Heidi and Keune, Lou. 2002. *Tourism development and local participation in Latin America*, Cognizant Communication Corporation.
- Dimitrova, Anna. 2005. Le « jeu » entre le local et le global : dualité et dialectique de la globalisation. *Socio-Anthropologie* 16,
URL : <http://socioanthropologie.revues.org/document440.html>.
- Domenach, Hervé, Celton, Dora, et al., (dir.). 2006. *El espacio de frontera Argentina - Bolivia : movilidad y procesos migratorios*. Córdoba, Argentina : Presses universitaires de Córdoba.
- Flament, Emile. 1997. Tourisme et frontières. In Jean-Pierre, Renard, *Le Géographe et les frontières*, Paris: L'Harmattan.
- Guyot, Sylvain. 2011. The eco-frontier paradigm: rethinking the links between space, nature and politics. *Geopolitics* 16 (3), 675-706.
- Guyot, Sylvain. 2009. Fronts écologiques et éco-conquérants : définitions et typologies. L'exemple des « ONG environnementales en quête de Côte

- Sauvage (Afrique du Sud) ». *Cybergeo*, article 471, mis en ligne le 05 octobre 2009. URL: <http://www.cybergeo.eu/index22651.html>
- Guyot, Sylvain and Dellier, Julien (eds.). 2009. *Rethinking the Wild Coast (South Africa): eco-frontiers versus livelihoods in Pondoland*. Saarbrücken: VDM Verlag.
- Guyot, Sylvain and Richard, Frédéric, 2009. Les fronts écologiques. *L'Espace Politique* 9 | 2009-3, URL : <http://espacepolitique.revues.org/index1422.html>
- Héritier, Stéphane, Arnauld de Sartre, Xavier, Laslaz, Lionel and Guyot, Sylvain. 2009. Fronts écologiques : dynamiques spatio-temporelles et dominations multi-scalaires. *L'Espace Politique* 9 | 2009-3, URL : <http://espacepolitique.revues.org/index1453.html>
- Guyot, Sylvain, Salin, Elodie and Ramousse, Didier. 2007. Acteurs et territorialisations conflictuelles autour de la mise en réserve de l'Alto Bermejo (Argentine-Bolivie). *Géocarrefour* 82 (4), 255-263.
- Honey, Mary. 1999. *Ecotourism and sustainable development: who owns paradise?* Washington: Island Press.
- Jacobs, Jane. 1996. « (Post)colonial spaces », *Edge of Empire: Postcolonialism and the City*. Londres, Routledge.
- Kessler, Sascha and Tine, Victor. 2004. *Un mal nécessaire ? Influences industrielles à l'interface urbain-rural, l'impact des ICS sur la zone de Mboro, Sénégal*. Ifeas, Enda graf, Gret, document de travail Ecocité n°1, www.ecocite.org
- Le Meur, Pierre-Yves. 2009. « Opérateurs miniers, gouvernementalité et politique des ressources à Thio, Nouvelle-Calédonie ». *Pacific Science Intercongress Proceedings*, Papeete, 3-6 mars 2009.
- Monbeig, Pierre. 1952. *Pionniers et planteurs de Sao Paulo*. Paris: Armand Colin.
- Mormont, Marc. 1980. Espace rural et domination : le tourisme dans les Ardennes belges. *Sociologia Ruralis* 10 (4), 272-286.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. *Anthropologie et développement*. Marseille et Paris: APAD-Karthala.
- Prescott, John Robert Victor. 1987. *Political frontiers and boundaries*. London and Boston: Allen & Unwin.
- Ramousse, Didier., Salin, Elodie. 2006, Aires protégées des périphéries sud-américaines : entre réserves stratégiques et logiques de valorisation patrimoniale. Paper presented at the *GECOREV* (26-28/06).
- Raymond, Nathalie. 2002. Tourisme national et international dans les pays andins : quelles relations ? L'exemple du Pérou. *Bulletin institut français études andines* 31 (1), 23-38.

- Reboratti, Carlos. (dir.). 2003. *La Quebrada, Geografía, historia y ecología de la Quebrada de Humahuaca*. Buenos Aires: Editorial La Colmena.
- Redclift, Michaël. 2006. *Frontiers, histories of civil society and nature*. London: MIT Press.
- Rouvière, Laetitia. et al. 2008. De "Aymaras en la frontera" a "Aymaras sin fronteras". Los gobiernos locales de la triple frontera andina (Perú, Bolivia y Chile) y la globalización. *Dialogo Andino* 31, 31-46.
- Sacareau, Isabelle, 2000. Mise en tourisme et dynamique spatiale au Népal. *Mappemonde* 58 (2000-2), 12-16.
- Sofield, Trevor. 1993. Indigenous tourism development. *Annals of tourism research* 20, 729-750.
- Volle, Aurélie. 2006. Tourisme et développement local en terre mapuche (Chili): une approche culturelle des territoires. *L'Information géographique* 70 (2-2006), 110-115.
- Walle, Alf. 1996. Habits of thought and cultural Tourism. *Annals of Tourism Research* 23 (4), 874-890.
- Wrangham, Rachel. 1999. Management or domination? Planning tourism in the Banda Islands, Eastern Indonesia. *International Journal of Contemporary Hospitality Management* 11 (2/3), 111-115.

Liste des entretiens cités dans le texte

- [1] **Nestor José**, directeur de l'unité de gestion de la Quebrada de Humahuaca, Jujuy, 5 et 21 décembre 2005.
- [2] **Natalie Sarapura**, présidente de la COAJ, Consejo de Organizacions Aborigenes de Jujuy, Jujuy, 5 décembre 2005.
- [3] **Gregorio Ildefonso**, gestionnaire de Red de Turismo Licanhuasi, San Pedro de Atacama, 12 décembre 2005.
- [4] **Javier Arias**, chef aménageur et projets du secrétariat provincial du tourisme, Salta, 14 décembre 2005 et 4 août 2006.
- [5] **Juan José Martearena**, directeur du tourisme de la Province de Jujuy, Jujuy, 15 décembre 2005.
- [6] **W. Arroyo**, représentant de l'association indigène locale de Tilcara, Tilcara, 17 décembre 2005.
- [7] **Juan Carlos Torrejon**, secrétaire municipal chargé de la culture à la municipalité indigène de Tilcara, Tilcara, 19 décembre 2005.

[8] **Mirta Solis**, Municipalité de San Pedro, San Pedro, 25 juillet 2006.

[9] **Señor Cortes**, administrateur indigène de la Vallée de la Luna, San Pedro, 27 juillet 2006.

[10] **Eduardo Escobar**, directeur du tourisme municipal de Tilcara, 13 août 2006.